

GÉRARD DUMÉNIL

Directeur de recherches au CNRS.

Crise économique : un feuilleton à épisodes

Quatre ans déjà sont passés depuis qu'en août 2007 sont apparus les premiers symptômes de la crise. En mars 2008, la banque centrale états-unienne donnait à son soutien au système financier une ampleur sans précédent, peu de chose, cependant, en comparaison de ce qui se préparait à l'automne lorsque certaines grandes institutions financières firent faillite ou l'évitèrent de peu. La crise s'exportait alors au reste du monde. Aux États-Unis, le creux de la récession fut atteint au second trimestre de 2009. Les économistes commencèrent alors à parler de la crise au passé, d'autant plus que beaucoup de pays émergents retrouvaient une croissance forte.

Le troisième épisode sera bien plus grave que les deux premiers.

Les masses de crédits déversées et les déficits budgétaires avaient donné les résultats escomptés. « Vive Keynes ! », proclamaient certains, et bien d'autres le pensaient sans le dire.

Au cours de l'été 2011, l'hypothèse d'un nouveau plongeon est couramment mise en avant. De même que le premier épisode de la crise fut incompréhensible aux théoriciens de l'économie dominante, celui dans lequel nous entrons leur reste mystérieux. « Normalement », selon la norme keynésienne, « les politiques étatiques de soutien de l'activité auraient dû permettre aux économies de retrouver une capacité autonome à croître », c'est-à-dire à progresser ou, au moins, à se stabiliser sans le soutien des déficits publics. Or, il apparaît que, malgré le passage du temps, cette capacité n'a pas été retrouvée ! On ne s'interrogera pas ici sur les causes de cette

incapacité. Les raisons en sont profondes et touchent aux intérêts des plus puissants. Elles sont loin de faire l'unanimité, même au sein de la gauche radicale. Par contre, les conséquences de cette situation sont bien connues. Les déficits conduisent à la croissance des dettes publiques ; si ces politiques sont poursuivies durablement, la hausse de l'endettement ne connaît pas de bornes. Et c'est là où nous en sommes des deux côtés de l'Atlantique.

La gestion de ce second épisode de la crise est un casse-tête. Faute de pouvoir remédier aux causes du mal, les gouvernements tentent d'en corriger les effets en coupant les dépenses des États. Mais les tenants de ces politiques déflationnistes ignorent, ou font semblant d'ignorer, la leçon enseignée par le premier épisode : en l'absence des déficits,

les productions s'effondreraient. Comment, dès lors, vouloir les couper ? Ainsi les politiques actuelles mèneront-elles à un nouveau plongeon des productions. Ce n'est pas mépriser la crise de 2008 que d'affirmer que les choses deviendront alors sérieuses. Les États-Unis et l'Europe entrèrent ainsi dans le troisième épisode de la crise. Face au premier, les vieilles recettes keynésiennes ont pu être utilisées. Le second a commandé le retour aux vieilles recettes de la droite. Le troisième posera un problème bien plus aigu, et on voit mal à quelle figure de la pensée économique les gouvernements pourraient se vouer. Il faudra toucher aux règles sacro-saintes du néolibéralisme, notamment en matière de commerce extérieur et d'investissements étrangers. On peut risquer ici le pronostic suivant : la gestion du troisième épisode de la crise sera désordonnée, voire chaotique. ◀

liards d'euros de prêts. La masse des emprunts toxiques sera isolée dans une structure de défaisance, « bad bank » qui subsistera au démantèlement de Dexia et sera garantie par la France, la Belgique et le Luxembourg. Pour éviter la faillite, le gouvernement a de plus annoncé la création d'un nouveau pôle de financement des collectivités formé de la Banque postale et de la Caisse des dépôts.

Autre retour de l'histoire, la banque franco-belge est aujourd'hui démantelée par Pierre Mariani,

administrateur-délégué de Dexia, qui fut directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy quand il était ministre du Budget d'Édouard Balladur. À la tête de Dexia depuis 2008, Mariani doit désormais effacer les traces d'un fiasco politico-financier qui aurait pu déclencher une nouvelle panique bancaire.

► Thierry Brun

(1) Les emprunts toxiques proposent des taux d'intérêts bonifiés pendant une période d'amortissement avant d'être liés à des indices volatils qui peuvent s'avérer douloureux pour les collectivités.

HÔPITAUX Nombre d'établissements publics sont victimes des prêts à hauts risques.

Plaies d'argent

Les hôpitaux sont-ils menacés d'asphyxie financière ? Oui, si l'on en croit les syndicats et... la Cour des comptes. À Lille, le syndicat SUD Santé-sociaux a fait le calcul : le montant des intérêts de la dette « toxique » de dix établissements hospitaliers de la région Nord-Pas-de-Calais a atteint 26,7 millions d'euros. À lui seul, le centre hospitalier d'Arras cumulait 120 millions d'euros d'emprunts à risques en 2009, ce qui représentait 73 % de l'encours de sa dette, selon la Cour des comptes. Au total, « les intérêts de cette dette représentent l'équivalent de 10 800 mensualités de salariés contractuels à l'hôpital », estime le syndicaliste Vladimir Nieldu.

En France, les établissements victimes de ces prêts toxiques sont nombreux : 66 hôpitaux seraient touchés par des emprunts contractés entre 1995 et 2009 auprès de la banque Dexia crédit local (DCL), acteur majeur de ces produits à risques. Ainsi, le total des emprunts des hôpitaux s'élève à 964 millions d'euros pour un surcoût estimé à 115 millions. Plus préoccupant encore, le montant de la dette : il atteignait 21,7 milliards d'euros en 2009, selon la Cour des comptes, soit près de 40 % de la dette des administrations de la Sécurité sociale.

D'où vient ce niveau élevé d'endettement ? Dans un premier temps, la privatisation puis la fusion du Crédit local de France et du Crédit communal de Belgique donnent

naissance à la banque Dexia, qui se convertit à une logique de marché. Elle propose alors des produits financiers complexes aux hôpitaux, soumis à de nouvelles exigences de rentabilité dans les années 2000. Mais c'est surtout avec la mise en œuvre du plan Hôpital 2007 que l'endettement des hôpitaux augmente fortement. Ce plan accélère leur privatisation en les poussant à adopter des critères de gestion du privé.

Déjà très fortement endettés, les hôpitaux n'ont eu d'autre choix que de recourir à l'emprunt auprès de banques privées, comme Dexia. Et le gouvernement a persisté dans cette voie très libérale avec la mise en place de la réforme de l'hôpital de 2009 (loi HPST) et le lancement du plan Hôpital 2012.

Plus récemment, il a même envisagé d'amputer les crédits des hôpitaux publics à hauteur de 442 millions d'euros dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012. Cette politique de privatisation larvée de l'hôpital se traduit par une augmentation considérable des restes à charge pour les patients. « La santé de la population est devenue l'otage d'un racket institutionnalisé qui pénalise les malades et le personnel hospitalier », commente Vladimir Nieldu. De son côté, la Cour des comptes a jugé le niveau d'endettement « très préoccupant » dans certains centres hospitaliers, et parle de « spirale déficitaire » pour d'autres.

► Thierry Brun